

## Les foyers d'immigrés sortent du silenceLes locataires, avec ou sans papiers, manifestent aujourd'hui contre le rapport Cuq.

Par  Dominique SIMONNOT — 15 juin 1996 à 06:53

Dans les foyers d’immigrés, c’est un nom que tous se répètent:

«Cuq». Auteur d'un rapport accusant les foyers de mille maux (manque d'hygiène, sur-occupation mais aussi hébergement de clandestins), Henri Cuq, député RPR des Yvelines, préconise la destruction d'une quinzaine d'entre eux.

«Il n'y pas plus célèbre que Cuq dans les foyers. Presque autant que Le Pen!», s'amuse Diakité, élu du comité des résidents du foyer la Commanderie (Paris XIXe), un de ceux dénoncés par Henri Cuq pour sa «sur-occupation de 300%». Surgi juste après le rapport parlementaire sur l'immigration, celui d'Henri Cuq pourrait bien pousser dans la rue aujourd'hui (1) les plus tranquilles des résidents: les locataires en règle avec la loi.

Les mouvements de «sans-papiers», qui auparavant ne les convainquaient guère, sont maintenant approuvés par la majorité d'entre eux. En particulier par les élus des comités d'habitants: «notre rôle de responsables des foyers ne nous poussait pas à appuyer ces mouvements. Mais devant la multiplication des situations intenables, nous estimons que nous devons tous réagir», analyse Diallo Madikoulé, membre de l'Assemblée des Maliens de France et secrétaire général du Collectif pour l'avenir des foyers, créé au lendemain du rapport Cuq.

Certains racontent que, dans les foyers de Montreuil, «les doyens (les anciens qui font autorité dans les communautés africaines, Ndlr) ont menacé d'une amende de 500 francs ceux qui n'iraient pas». Depuis un mois, les responsables passent dans les foyers, organisent des assemblées, convainquent les résidents de participer à la manifestation d'aujourd'hui «pour le droit des étrangers». Ce serait une nouveauté. «On ne voit presque jamais d'Africains noirs dans les manifs, mais cette fois c'en est trop, il faut sortir de nos foyers.», jurent des résidents.

Vendredi, à la Commanderie, ils ont débattu de la manifestation. Tous les motifs d'exaspération sont ressortis. Le foyer laissé à l'abandon depuis des années et auto-géré depuis quelques jours par les résidents parce que l'association gestionnaire est en liquidation. Les «frères» accueillis à bras ouverts, avec ou sans papiers «parce qu'ils font vivre la famille au pays, et leur permettent juste de se nourrir au prix de privations». Et ceux qui ne trouvent nulle part où se loger, ailleurs que dans les foyers. Comme Soumaré. En France depuis six ans, carte de séjour en poche, travail payé au SMIC, il a vainement cherché un lit dans un foyer. Complet. Puis un appart. «Trop cher pour ta paie», lui ont répondu les bailleurs.

Il vit à la Commanderie, mais sans place officielle. «S'ils cassent nos foyers, nous serons à la rue, et alors plus de carte de séjour. En fait voilà, ce rapport sert à nous rendre la vie insupportable et à nous renvoyer chez nous», dit Soumaré. «Voilà pourquoi il faut aller manifester, parce que la politique actuelle veut détruire notre vie ici. J'en appelle à tous, avec ou sans papiers, nous devons tous défiler ensemble», clame Diallo Ladji, du comité des résidents.

Quatre ou cinq jeunes gens approuvent. Ils n'ont pas de papiers et iront manifester «malgré la peur». Ensemble et sous les bravos, tous remercient «du fond du coeur le cher Henri Cuq. C'est lui qui nous a permis de mobiliser les camarades sur les sans-papiers, alors qu'avant, ils les considéraient comme un épiphénomène...»

A quelques kilomètres de là, rue Pajol, dans les hangars de la SNCF qui accueillent les «réfugiés de Saint-Ambroise», les délégués des différents mouvements de sans-papiers se sont eux aussi réunis. «Il a été décidé une coordination nationale des mouvements», raconte un des participants.

Des groupes continuent de se former avec l'aide de telle ou telle association. «Ils n'attendent qu'un lieu où s'installer pour démarrer», poursuit un responsable d'association. «Pour expliquer ce que nous vivons, pour que l’opinion comprenne nos souffrances et le gouvernement nous régularise», confie un des sans-papiers.

«Entre nous, on n'entend plus parler que de cela, reprend Diallo, les gens maintenant préfèrent être expulsés que se taire.» Samedi, d'ailleurs, les sans-papiers ayant choisi de se montrer en plein jour - comme ils l'ont déjà fait à Saint-Ambroise, Lille, Toulouse ou Saint-Denis - mèneront la manifestation, devant les associations.

<p><b>L'actu Libé, tous les matins.</b></p>	
<input type="text" value="Adresse e-mail"/>	<input type="submit" value="S'inscrire"/>

(1) Samedi à Amiens, Lille, Lyon, Nice, Perpignan, Strasbourg, Toulouse... et dès 15 heures, à Paris, de Bastille à Nation.

Dominique SIMONNOT